

Feuille d'audience et de jugement

Nous soussigné DELLEREC P. Eri, Juge de police siégeant
siégeant comme juge de police en séance publique à Ruhengeri
le 16 février 1960

en cause du (des) nommé SESHAKA, Mathias, fils de Nyiramasizi (c.) et
de Nyiraraba (c.), originaire de Rubaga, chef de famille, chef de
tribus Rwankari, territoire de Ruhengeri, résidant à Kamukama,
de ababanda, age de 30 ans, marié à Nyirahindira,
sans enfants, sans antécédents judiciaires connus, sans
profession.

prévenu de : avoir le 9 décembre 1959 vers 13 heures à Gatoni, chef de
tribus Rwankari, territoire de Ruhengeri, Rwanda, cherché à
fortement exciter la haine de l'Etat à la tranquillité publique
en excitant les populations contre les pouvoirs établis et notamment
en excitant une masse de 300 indigènes contre le chef
Nyiramasizi, l'excitant à avoir l'évacuation de ce dernier,
fait, fautes et punis par l'art 186 C.P.C.

Vu la comparution volontaire du (des) prévenu, lequel (lesquels) se trouve (nt) en état d'arrestation
préventive depuis le 10.12.60.

et après avoir donné lecture et traduction des
données constitutives à sa charge, nous demandons
au prévenu

Q.avez-vous d'avoir excité la population le 9 décembre
à Gatoni contre le chef Nyiramasizi?

R. nous voulions avoir un autre chef.

Comparaît le Q. Auriez-vous dit : "si le chef relâché
dans le chef de famille, c'est la guerre"?

R. je n'ai pas dit cela.

Q. Le chef Nyiramasizi vous déclare avoir entendu
ces paroles?

R. nous avons demandé de avoir un nouveau chef.

Ruhengeri



9532

-6Niy.L-/

TERRITOIRE DE RUHENGERRI
TERRITOIRE DU RUANDA-URUNDI

RUANDA-URUNDI GEBIED

Ruhengeri , le 5/9/1960.-
de

(¹) N° 2930/Just 2/02.-

Réf. n° :

Annexe

Bijlage :

Objet

Voorwerp :

A Monsieur le Substitut du Procureur du Roi

à

K I G A L I.-

Monsieur le Substitut du Procureur du Roi,

Suite à votre lettre n°5965/RMP 17493/AV du 24 août 1960, j'ai l'honneur de vous faire parvenir une copie certifiée conforme à mon jugement n° 8/DE du 16 février 1960.-

Le Juge de Police

E. DECLERCQ.-



(¹) Rappeler dans la réponse la date et le numéro — In het antwoord nummer en dagtekening vermelden.

TERRITOIRE DU RUANDA-URUNDI

RUANDA-URUNDI GEBIED
PARQUET DU RUANDA A KIGALI

Kigali , le 24 août 1960.-
de

(¹) N° 5965/RMP I7493/AV

Réf. n° :

Annexe :
Bijlage :

Objet :
Voorwerp :
Segatake Mathias

A Monsieur le Juge de Police

à

R U H E N G E R I

Monsieur le Juge de Police,

J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir me faire parvenir d'urgence une copie certifiée conforme du jugement n°8/DE du 16 février 1960 à charge de SEGATAKE Mathias.-

LE SUBSTITUT DU PROCUREUR DU ROI,

A. VANDEPLAS.-



N° 3808	Just 2/02
DATE	3-9-60
	ATAP
VISAS	

*Refusé
5.9.60*

(¹) Rappeler dans la réponse la date et le numéro — In het antwoord nummer en dagtekening vermelden.

Ruhengeri 15 Mars 1960

857/Just.2/02

A Monsieur le Substitut du Procureur du Roi

à

K I G A L I .-

Monsieur le Substitut,

Suite à votre lettre N° 560/RMP.17.493/ME Lé
du 8 Février 1960, j'ai l'honneur/ de vous transmettre mon
jugement N° 8/DE du 16 Février 1960.-

LE JUGE DE POLICE SUPPLEANT
DECLERCQ.E.

Ruhengeri 15 Mars 1960

857/Just.2/02

A Monsieur le Substitut du Procureur du Roi

à

K I G A L I .-

Monsieur le Substitut,

Suite à votre lettre N° 560/RMP.17.493/RE Lé
du 8 Février 1960, j'ai l'honneur/ de vous transmettre mon
jugement N° 8/DE du 16 Février 1960.-

LE JUGE DE POLICE SUPPLEANT
DECLERCQ.E.



Attendu qu'il résulte des débats de l'audience et du dossier communiqué à charge du nommé SEGHIARE Mathias, que ce dernier a excité une masse de 300 personnes contre le sous-chef d'arrondissement, l'administrateur Territorial Houtant, le chef de section, et le chef de chefferie M. Latoré, attendu que le prévenu s'est par ses ~~actes~~ ^{2 3 reprises} confirmés aux injonctions lui données par un représentant de l'autorité;

Attendu que le prévenu, nie le fait, attendu que les faits ont été constatés par M. l'Inspecteur et le chef de chefferie,

Attendu que l'excitation provoquée par le prévenu a nécessité l'intervention de la Force Publique pour rétablir l'ordre dans la région de Gatona

Attendu la mentalité primitive du prévenu, et l'atmosphère de tension qui régnait dans le territoire de Rutengwa à l'époque des faits, et toutes ces circonstances considérées comme atténuant la culpabilité du prévenu, ce qui nous permet de proposer une peine et ~~de moins de~~ ^{de} peine inférieure au minimum légal prévu par l'art 186 du C. P. sous l'art I,

Par ces motifs statuant conformément

Renvoyons des poursuites du chef de

la l. O. L. 2.081/227 du 11 nov. 1959, art 10, ~~art 12 et 13~~
art 12, 13, 18, 19 de l. P. L. 1, art 186 C. P. L. 1, art
92 et 135 C. P. 1,
le l. d. ~~du 5. 1959~~ 8. 7. 48.

Condamnons le nommé

SESHIHE

à 180 ~~jours~~ jours de S. P.

et une amende de 500 fr.

Soit au total à

180

jours de servitude pénale — à une

amende de F

500

ou en cas de non-paiement dans le

délai de

90

jours à une S. P. S. de

95

jours.

Condamnons

SESHIHE

aux frais du procès taxés à

F :

45

et déclarons ceux-ci récupérables, à défaut de paiement dans le délai

de

90

jours, par la voie de la contrainte par corps ; fixons la

durée de celle-ci à

3

jours.

Prononçons la confiscation de

Et statuant d'office sur les intérêts de la partie lésée, condamnons le prévenu

et

faute de s'exécuter dans le délai de

déclarons ceux-ci récupérables

par la voie de la contrainte par corps et fixons la durée de celle-ci à

jours.

Et attendu qu'il y a lieu de craindre que le condamné ne parvienne (les condamnés ne parviennent)
à se soustraire à l'exécution du présent jugement ordonnons son (leur) arrestation immédiate.

Calcul des frais :

P. V. Off. de P. J.

F :

24

Feuille d'audience

F :

18

Jugement

F :

13

Total :

F :

45

Ainsi jugé et prononcé en audience publique à

Le

Rubengien le 16 février 1960

Le juge de Police suppléant

DELLERCA

[Signature]